



HAL
open science

Géoculture de l'environnement en Serbie

Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Nebojsa Vukadinovic. Géoculture de l'environnement en Serbie. *Balkanologie*, 2021, 16, 10.4000/balkanologie.3618 . hal-04052934

HAL Id: hal-04052934

<https://hal.science/hal-04052934v1>

Submitted on 24 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géoculture de l'environnement en Serbie

The Geo-Culture of the Environment in Serbia

Nebojša Vukadinović



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/balkanologie/3618>

DOI : 10.4000/balkanologie.3618

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Référence électronique

Nebojša Vukadinović, « Géoculture de l'environnement en Serbie », *Balkanologie* [En ligne], Vol. 16 n° 2 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/3618> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.3618>

Ce document a été généré automatiquement le 16 avril 2022.

© Tous droits réservés

Géoculture de l'environnement en Serbie

The Geo-Culture of the Environment in Serbia

Nebojša Vukadinović

De l'intérêt du concept de « géoculture »

- 1 Les rapports entre les hommes et l'environnement peuvent être analysés sous différents angles. Premièrement, dans le cadre des rapports entre l'homme et le vivant : ici, l'expérience faite par l'homme de la nature et du vivant dans sa globalité est au centre de la réflexion. L'écologie politique¹, qui s'est développée depuis les années 1970 en plusieurs courants², intègre les rapports entre les hommes et la nature en dénonçant la destruction des écosystèmes et prône des relations sociales à l'environnement. Plus récemment, en invitant à repenser les relations entre l'homme et le vivant, Baptiste Morizot apporte de nouvelles pistes de réflexion. Ainsi, dans son ouvrage *Manières d'être vivant*³, il questionne ce qui rend la planète habitable, ou plutôt vivable, et ne cherche pas nécessairement l'harmonie entre l'homme et le vivant dans sa globalité. Il s'intéresse à l'animal dans l'homme. Deuxièmement, une analyse des rapports entre l'homme et l'environnement sous-entend la notion d'espace. À ce sujet, Henri Lefèbvre proposait une vision plus sociologique de l'espace en soulignant : « La pratique spatiale d'une société secrète son espace ; elle le pose et suppose, dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant⁴ ». Au sujet de cet auteur, Jean-Yves Marin explique qu'il est nécessaire de distinguer « les représentations de l'espace qui sont liées aux rapports de production »⁵. Augustin Berque, pour sa part, préfère parler de « milieu »⁶ et de « médiance »⁷.
- 2 Pour Immanuel Wallerstein, le concept de « géoculture »⁸ se définit comme « un cadre culturel dans lequel le système mondial opère »⁹. Ce terme, malgré cette définition très large, a le mérite de s'inscrire dans un rapport au monde qui englobe les représentations, les imaginaires ainsi que les systèmes politiques et économiques. Il

permet aussi d'interroger les rapports entre les hommes et l'environnement dans une perspective historique. Appliqué à la Serbie, le concept de « géoculture » nous permettra de comprendre l'évolution de la problématique environnementale dans un pays qui porte encore les traces de la Yougoslavie et des guerres des années 1990. Par ailleurs, les questions environnementales sont directement liées aux transformations profondes du pays depuis plus de trente ans, c'est-à-dire depuis le début de la « transition » vers une société de type capitaliste, comme les autres pays d'Europe de l'Est. Ainsi, la géoculture de l'environnement a suivi ces transformations. L'environnement, dans l'idéologie socialiste yougoslave, était lié à des actions du mouvement des « Gorani¹⁰ », principalement autour de la reforestation et d'activités pédagogiques pour la préservation de la nature et de la biodiversité. Cet héritage perdure encore de nos jours et l'activité des Gorani, qui s'appellent toujours ainsi, est soutenue par les autorités locales. Le mouvement des Gorani est particulièrement actif de nos jours en Voïvodine. Parallèlement, de nombreuses ONG œuvrant dans le domaine de l'environnement ont vu le jour ces vingt dernières années et dénoncent la pollution liée aux investissements extérieurs, notamment chinois.

- 3 Le présent article analyse les structures économiques sur lesquelles reposent la question environnementale ainsi que les conséquences des trajectoires socioéconomiques et politiques sur l'environnement en Serbie. Il propose une description de l'état des politiques environnementales et des structures énergétiques et environnementales dans le pays. À partir d'entretiens, de sources locales et internationales, l'article questionne également les rôles des différents acteurs, leurs représentations, leurs influences et leurs temporalités face aux problématiques environnementales. Enfin, la question suivante est posée : qu'est-ce que le rapport à l'environnement nous apprend du modèle de société en formation dans le contexte de la transition post-communiste ?

Mutations, empreintes, héritages

- 4 Engagée dans un processus d'adhésion à l'Union européenne (UE) et en butte à de multiples autres jeux d'influences extérieures (Russie, Chine, États-Unis, Turquie...), la Serbie est confrontée à d'importants nouveaux défis en matière énergétique – le pays étant au cœur de la géopolitique du transit du gaz¹¹ –, outre les considérables défis liés à la qualité de l'air, de l'eau, du sol et de l'environnement et à la conservation de la nature et de la biodiversité (application des normes européennes).

Dépendance extérieure et dégradation de l'environnement

- 5 Depuis le début des années 2000, les différents pouvoirs politiques se sont appuyés sur l'idée que les investissements directs étrangers (IDE) allaient régler la plupart des problèmes économiques et relancer l'économie serbe. Mais une telle vision implique qu'il n'existe aucun modèle de développement reposant sur l'investissement productif intérieur. Depuis plus de vingt ans, les banques se sont focalisées sur le microcrédit, avec des taux d'intérêts très élevés, et n'ont pas joué de rôle réel dans le développement économique régional et local. Dans ce contexte, les investissements chinois se sont développés dans différents domaines, principalement dans la construction et dans l'énergie. Ainsi, à Bor, la multinationale chinoise Zijin Copper¹² a

racheté 63 % des actions de la mine de cuivre RTB Bor en 2018, suite à un processus peu transparent. Dans la ville de Bor, l'air est saturé de métaux lourds. On y trouve aussi beaucoup de dioxyde de soufre à un niveau dix fois plus élevé que le seuil de dangerosité. Le niveau de dioxyde de soufre a considérablement augmenté depuis l'arrivée de Zijin Copper. La multinationale chinoise a doublé la production de la mine sur la base d'infrastructures vieillissantes. Après de longues années de recherche d'investisseurs pour la reprise de Bor, l'arrivée de Zijin a été annoncée comme un sauvetage économique pour la région et la question environnementale a été complètement ignorée. Les pouvoirs politiques ont préféré se réjouir des emplois créés par les investissements chinois, sans se soucier des conséquences sur l'environnement. La stratégie des différents gouvernements serbes, consistant à vendre le secteur énergétique aux investisseurs extérieurs, s'inscrit dans la durée depuis la vente, en deux temps, de la compagnie pétrolière serbe NIS¹³ à la société russe Gazprom en 2009 et en 2011. Les aciéries de Smederevo ont également été rachetées par le groupe chinois Hesteel en 2016. Si la production a augmenté, la pollution de l'air, elle aussi, a considérablement progressé. La ville de Smederevo étant sur les bords du Danube, la pollution touche aussi le fleuve. Il ne s'agit pas ici de faire la liste exhaustive des investisseurs directs étrangers dans l'industrie lourde, mais de donner des exemples qui ont des conséquences négatives sur l'environnement.

- 6 Depuis plusieurs décennies, et notamment depuis la fin des guerres dans l'ex-Yougoslavie, la question des infrastructures de transport est centrale. Le transport ferroviaire a subi les effets de la segmentation des territoires (disparition de la société ferroviaire yougoslave et apparition de nouvelles structures dans chacun des pays après les indépendances), du vieillissement des infrastructures et du non-renouvellement des trains. Si bien que le transport ferroviaire de passagers a pratiquement disparu. Du côté de la Commission européenne, l'accent a été mis sur la préparation des documentations techniques et des mises aux normes mais les investissements financiers massifs nécessaires n'ont pas eu lieu. Face à ce vide, la Chine est apparue comme l'investisseur providentiel. En témoigne la rénovation de la voie ferrée de Belgrade à Budapest pour la mise en service de trains rapides. Il en va de même pour la construction des autoroutes. Ainsi, la Serbie emprunte massivement auprès de la Chine : c'est le cas de l'emprunt auprès de la banque chinoise Exim-Bank of China à des taux d'intérêt de 2 % pour les tronçons de train rapide de Belgrade à Budapest, ou encore de l'emprunt à 2,5 % pour les tronçons d'autoroute Surčin-Obrenovac ou Obrenovac-Ljig, ainsi que d'autres emprunts pour des projets d'infrastructures dans les transports ou pour la modernisation de la centrale thermique Kostolac B. Par ailleurs, la Chine est également présente dans la construction d'égouts et d'infrastructures d'élimination des déchets solides municipaux. Elle participe aussi à la construction du métro de Belgrade. Tous ces projets sont basés sur l'accord de coopération économique et technique dans le domaine des infrastructures entre la Serbie et la Chine qui a été signé en 2009 par le ministre de l'époque, Mladen Dinkić.
- 7 Selon plusieurs sources locales, la Serbie avait, en mars 2021, une dette d'un montant de 1,1 milliard d'euros envers la Chine¹⁴, ce qui représente 2,31 % du PIB¹⁵. Selon d'autres sources, le montant de cette dette s'élevait à environ 3 milliards d'euros en octobre 2021¹⁶. Cet écart révèle que le montant de la dette envers la Chine est un objet de débat politique. Quoi qu'il en soit, l'endettement vis-à-vis de la Chine tend à augmenter, avec différentes dates d'échéances et des taux d'intérêt généralement

compris entre 2 % et 3 %. Ainsi, la Chine représente une part importante de l'endettement total du pays, entre 3 % et 9 %. La Serbie emprunte également auprès des Émirats arabes unis, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, à des taux compris entre 2 % et 3 %. La Banque européenne d'investissement (BEI) pratique quant à elle des taux d'intérêt variables, plus avantageux, en Serbie. Dans ce cas, les normes européennes se doivent d'être respectées. Plus généralement, la dette publique de la Serbie s'élevait à la fin du premier trimestre 2021 à 28,1 milliards d'euros, soit 55,7 % du PIB.

- 8 Par ailleurs, afin d'attirer les investisseurs directs étrangers, le gouvernement d'Aleksandar Vučić a mis en place un système d'aides financières, de réduction de taxes et d'autres mesures. Ainsi, l'État serbe a apporté en juin 2020 une aide de 76 millions d'euros et transféré 95 hectares de terrains dans la région de Zrenjanin à l'entreprise de production de pneus chinoise Shandong Linglong. Depuis, les habitants de Zrenjanin craignent une détérioration de l'environnement à l'avenir.
- 9 En Serbie, il existe donc une multiplicité de canaux de dépendance extérieure : économiques, institutionnels, politiques. Il ne s'agit en effet pas seulement d'une dépendance au marché extérieur, et des vulnérabilités qui peuvent s'en suivre comme on a pu le voir lors de la crise de 2008. Il s'agit aussi d'une dépendance structurelle aux investissements directs étrangers, aux transferts financiers de la diaspora serbe et à l'assistance financière de l'aide internationale. Environ 70 000 entreprises seraient concernées. Mais la dépendance est également d'ordre institutionnel et politique puisque la plupart des réformes se font à partir d'impulsions venant de l'extérieur, dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE notamment. Dans ce contexte, les transformations du post-communisme en Serbie se font dans le cadre d'un « capitalisme dépendant »¹⁷ de l'extérieur à ces différents niveaux. Selon Éric Magnin, Violaine Delteil et Julien Vercueil, « le concept de dépendance est envisagé comme une relation structurelle et asymétrique entre des systèmes économiques nationaux »¹⁸, tandis que « [l]a notion de "capitalisme dépendant" recèle [...] un pouvoir d'évocation supérieur pour rendre compte de dépendances toujours plus étroites et réciproques (même si souvent fortement asymétriques), mais encore de la cumulativité croissante des dépendances (économiques, politiques, institutionnelles, idéationnelles) aux relais de plus en plus nombreux et dispersés territorialement »¹⁹.

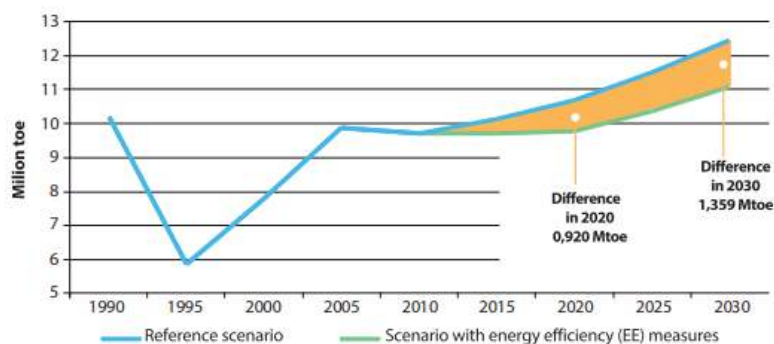
Enjeux environnementaux en Serbie : l'énergie, l'air, l'eau

L'origine de l'énergie

- 10 Selon Robert Boyer, « la production énergétique et matérielle façonne les régimes d'accumulation²⁰ ». Dans le cas de la Serbie, au cours des années qui ont suivi la libération, les premiers plans de développement économique s'inspirent du modèle soviétique de « *piatiletka* » [plan quinquennal] et le tissu industriel s'appuie sur les ressources minières et les matières premières du pays. Un modèle de développement reposant sur le principe de l'autogestion sera par la suite en vigueur entre 1950 et 1990. Cela concerne aussi la production énergétique et matérielle. Comme dans les autres pays des Balkans occidentaux, la production d'énergie en Serbie repose principalement sur des structures mises en place pendant la période yougoslave, les centrales

thermiques d'EPS²¹ tenant une place importante. Certaines installations sont obsolètes et l'utilisation des énergies renouvelables est limitée.

Graphique 1. Consommation d'énergie en Serbie (1990-2030)



Source : ministère des Mines et de l'Énergie de Serbie, janvier 2021.

- 11 Le graphique ci-dessus montre l'évolution de la consommation d'énergie en Serbie pour la période 1990-2030. On remarque une chute importante entre 1990 et 1995, c'est-à-dire pendant la période des conflits en ex-Yougoslavie. Cette courbe est également à mettre en relation avec la chute importante de la production qui a débuté dans les années 1980 et a été accentuée avec la mise en place du programme de stabilisation macroéconomique à partir du 1^{er} janvier 1990 (Plan d'Ante Marković). Les chocs provoqués par les mesures de ce programme se sont fait sentir durablement. Si les objectifs anti-inflationnistes ont été atteints dès le second semestre de l'année 1990, les contre-effets du programme ont accentué la chute de la production. La profonde récession de la première moitié des années 1990 a été accentuée également par les sanctions internationales contre la Serbie à partir de juin 1992 et par la disparition du marché yougoslave. Après 1995, la courbe repart vers le haut, c'est-à-dire après la signature des accords de Dayton en décembre 1995 qui ont mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine et permis une levée partielle des sanctions internationales. Après la fin de la guerre du Kosovo et des bombardements de l'OTAN contre la RFY²², en juin 1999, les sanctions internationales sont levées progressivement, tout d'abord provisoirement en mars 2000, puis en octobre 2000. On remarque alors une très nette augmentation de la consommation d'énergie, qui suit l'évolution économique du pays, caractérisé entre 2001 et 2007 par une reprise de la croissance. Cependant, la crise économique mondiale de 2008 a provoqué une récession en 2009, puis en 2012 et 2014²³ en raison de la diminution de la demande intérieure et de la baisse de l'investissement. On constate une légère baisse de la consommation d'énergie durant cette période.
- 12 La Serbie obtient en mars 2012 le statut de candidat à l'adhésion à l'UE et on assiste alors à des efforts pour s'aligner avec les priorités européennes²⁴ en matière d'efficacité énergétique. Mais les principales sources d'énergie utilisées étant le charbon, le gaz et le pétrole, les mesures prises en matière d'efficacité énergétique n'ont qu'un impact limité sur l'environnement.

La pollution de l'air

- 13 Les principales sources de pollution de l'air sont les transports, l'énergie et l'industrie : centrales thermiques, raffineries de pétrole, installations chimiques, industries métallurgiques et minérales. Le chauffage domestique à base de combustible solide et la combustion des déchets agricoles contribuent également considérablement aux niveaux de pollution atmosphérique, de même que le stockage et l'élimination inadéquats des sous-produits de l'industrie, tels que les cendres des centrales électriques et les résidus des mines de charbon à ciel ouvert. Cette pollution de l'air est aggravée par l'usage de technologies obsolètes, l'absence d'installations de dépollution et le recours à un combustible de chauffage de mauvaise qualité dans les installations domestiques. Un système de suivi automatique (*monitoring*)²⁵ de la qualité de l'air existe et peut être consulté sur le site de l'Agence nationale de la protection de l'environnement²⁶. Les villes de Belgrade, Niš et Valjevo sont particulièrement concernées, et Pančevo et Smederevo²⁷ se trouvent également dans une situation critique à cause des industries locales.
- 14 La pollution de l'air ne connaît pas les frontières et l'utilisation de formes d'énergie non renouvelables dans les pays des Balkans occidentaux a des conséquences sur les pays voisins. Par ailleurs, d'après le rapport sur l'état de l'environnement de l'Agence européenne pour l'environnement, la qualité de l'air dans les agglomérations urbaines de Serbie est caractérisée par la présence de substances polluantes²⁸ dépassant les valeurs limites quotidiennes²⁹. Comme le souligne l'Agence européenne pour l'environnement, un « plan de gestion de la qualité de l'air » a été préparé pour la municipalité de Bor en raison des niveaux élevés de dioxyde de soufre (SO₂)³⁰. Les émissions de PM10 sont également constantes et proviennent principalement du secteur de l'énergie (55 %)³¹.

La place de l'eau dans les mutations socioéconomiques

- 15 Un certain nombre de facteurs affectent la gestion de l'eau en Serbie : manque de sources souterraines de bonne qualité, défaut de protection sanitaire des sources d'eau, technologie obsolète pour le traitement de l'eau, eaux usées industrielles et municipales non traitées, eaux de drainage provenant de l'agriculture, lixiviat des décharges et pollution liée à la navigation fluviale. Les eaux souterraines représentent la principale source d'approvisionnement en eau potable en Serbie. Actuellement, environ 67 % de l'eau potable est extraite des eaux souterraines, tandis que 33 % provient des eaux de surface (rivières et réservoirs)³². Le rendement total moyen des sources existantes est suffisant pour faire face à la demande maximale en eau. Cependant, en raison de la fluctuation des rendements des sources d'eau souterraine au cours de l'année, certaines municipalités font face à des pénuries d'eau importantes. Le manque de disponibilité de sources d'eaux souterraines de bonne qualité touche particulièrement la région de Voïvodine, où la diminution de la capacité des structures de captage d'eau existantes, due à la surexploitation de la source, se combine à une qualité de l'eau médiocre. En outre, la question de l'eau potable dans certaines régions du sud de la Serbie (région de Leskovac notamment) pose des problèmes sanitaires suite au grand nombre de maladies néphritiques directement liées à sa consommation. On retrouve ce problème en Voïvodine. Les causes les plus fréquentes de non-conformité de l'eau sont liées à la présence d'arsenic, de nitrites et de nitrates³³. Plus

généralement, la mauvaise qualité de l'eau potable est liée au manque de protection sanitaire des sources, à un traitement inadéquat de l'eau brute ou à des conduites vieilles et usées. Il existe également des problèmes sur les réseaux de distribution en raison d'un déficit ou d'un volume insuffisant de stockage. De surcroît, l'approvisionnement en eau potable à partir de puits d'eaux souterraines de mauvaise qualité est un problème que l'on trouve dans les agglomérations et villages à proximité de Belgrade.

- 16 En Serbie, environ 3,9 millions d'habitants (55 % de la population totale) sont actuellement connectés à des systèmes de collecte des eaux usées. Les réseaux ont en moyenne entre 35 et 40 ans d'existence et sont proches de la fin de leur durée de vie opérationnelle. L'entretien de ces réseaux d'égouts représente un enjeu croissant, à l'origine de problèmes environnementaux importants liés aux fuites dans les systèmes existants. Par ailleurs, il existe de nombreuses installations de traitement des eaux usées dans le pays qui ne sont pas opérationnelles³⁴.
- 17 Il existe actuellement 69 usines de traitement de l'eau potable, desservant environ 70 % de la population raccordée à des systèmes d'alimentation en eau centralisés. 82 % des habitants de Serbie sont actuellement connectés à des systèmes d'alimentation en eau potable centralisés, gérés par des entreprises de service public³⁵. Le reste de la population bénéficie de systèmes d'approvisionnement en eau potable gérés par les communautés locales ou par des puits individuels. La région de Voïvodine enregistre le taux de couverture le plus élevé par un approvisionnement en eau centralisé géré et surveillé régulièrement (95 %), tandis que le taux de couverture le plus faible est enregistré dans la région du Sud et de l'Est (70,4 %). L'activité de collecte et de traitement des eaux usées est assurée par environ 150 entreprises de service public qui assurent le service public d'assainissement sur le territoire d'une ou plusieurs collectivités locales³⁶. Cela montre qu'il existe des problèmes d'accessibilité, fortement liés aux besoins actuels en investissement dans le secteur de l'eau. Les redevances d'eau actuelles ne peuvent pas couvrir les besoins en investissement. Par conséquent, les investissements dans la modernisation des infrastructures sont remis à des échéances ultérieures. Des investissements sont nécessaires pour le traitement de l'eau (nouvelles installations de chloration et réhabilitation des installations existantes, nouvelles installations de traitement de l'eau), la réhabilitation et l'extension des sources d'eau, la modernisation de la distribution d'eau potable, la réhabilitation des installations de traitement des eaux existantes et le remplacement des conduites d'alimentation en eau. La BEI est présente dans le domaine de la gestion de l'eau, avec des projets qui ont pour objectif de mettre en place des infrastructures³⁷ et de réduire la pollution du Danube et des eaux souterraines par la construction de stations de traitement des eaux usées.

Les acteurs nationaux et internationaux face aux problématiques environnementales : représentations, influences et temporalités

L'héritage du socialisme yougoslave : le mouvement des « Gorani » et la dimension idéologique des questions environnementales

- 18 En octobre 1960 apparaît le mouvement des « Gorani »³⁸, dont l'objectif premier est de participer à la reforestation du pays. Le mouvement est, en quelque sorte, la branche écologique des actions de travail qui ont permis de reconstruire la Yougoslavie après la Seconde Guerre mondiale. Il mobilise les jeunes autour d'actions environnementales en faveur des forêts et d'actions pédagogiques sur l'environnement dans une optique communiste et autogestionnaire. Les Gorani s'organisent eux-mêmes, sont soutenus au niveau local et leurs actions pour la préservation de la nature sont médiatisées. L'organisation du mouvement suit le découpage administratif du pays. Ainsi, on trouve des organisations de Gorani dans chaque république yougoslave, ainsi qu'au niveau municipal. Dans un premier temps, ils ont surtout organisé des actions centrées sur le problème de la déforestation et se sont occupés de replanter des arbres. Puis, des actions éducatives sur la nature et l'écologie ont été organisées. Ils abordaient également les questions environnementales liées à la pollution, sans pour autant critiquer le système économique ou institutionnel du pays. Les Gorani organisaient des activités de groupe en faveur des jeunes, proches du scoutisme. Ce mouvement écologiste existe encore de nos jours et compte actuellement 30 000 membres. L'emblème du mouvement des Gorani se réfère à la plantation d'arbres et à la reforestation.

Illustration 1. Emblème du mouvement des Gorani, Serbie



Source : mouvement des Gorani de Serbie (photographie)³⁹

- 19 La dimension idéologique des questions environnementales passe ici par des actions de travail collectif des jeunes, comme ce fut le cas pour la construction des autoroutes et des infrastructures dans le cadre des « actions de travail »⁴⁰ après la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement des Gorani représente la poursuite de cette perspective, même si l'idéologie socialiste titiste a disparu. Ce mouvement n'est pas conflictuel et n'a jamais été opposé aux pouvoirs politiques, ni pendant la période communiste ni de nos jours. Il continue à exister et demeure très actif en Serbie.

L'émergence des mouvements écologistes contestataires (1980-1999)

- 20 Après le mort de Josip Broz Tito en 1980 sont apparus des mouvements écologistes décidés à créer des partis politiques verts. C'est principalement en Slovénie que ces mouvements se développent et influencent la scène politique⁴¹. L'attachement à la nature en Slovénie est d'ordre culturel. Les montagnes et les forêts font partie du patrimoine symbolique du pays et participent à l'affirmation de l'identité slovène. La sensibilisation aux problèmes environnementaux s'est encore accentuée avec la construction de la centrale nucléaire de Krško durant la décennie 1970 et, au début des années 1980, on assiste à l'émergence de mouvements écologistes contestataires⁴² et d'un activisme artistique, représentant la nature et les problèmes environnementaux pour critiquer le modèle politique et économique socialiste de la Fédération yougoslave⁴³. En Slovénie, comme en Croatie, il existe en outre une critique de la redistribution qui est faite des revenus de ces deux républiques les plus riches vers les plus pauvres. Ainsi, la différence slovène est-elle à la fois culturelle, politique et économique. En témoigne le mouvement DNSK (*Die Neue Slowenische Kunst*, ou le nouvel art slovène). En référence à l'héritage germanique, l'allemand est également utilisé par le groupe de rock Laibach, qui se choisit pour nom la dénomination allemande de Ljubljana. Par ailleurs, les montagnes slovènes, et plus généralement la nature, deviennent des symboles de la lutte contre le système politique et économique yougoslave communiste. La scène culturelle slovène des années 1980 est influencée par les mouvements de la néo avant-garde en Europe occidentale (principalement la trans-avant-garde italienne). Dans ce contexte, la juxtaposition de l'art et de l'idéologie est à la source de mouvements de contestation dans lesquels la nature est utilisée pour marquer une distance avec le régime communiste. Le mouvement DNSK témoigne d'une « géoculture » postmoderne. Celle-ci se traduit par des œuvres et des actions qui rassemblent des éléments du passé slovène et du présent dans une optique critique du régime politique. Ainsi, lorsque les représentants slovènes arrivent au dernier congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) le 22 janvier 1990⁴⁴, ils apportent avec eux des pommes, et non des symboles communistes. Ces mêmes communistes slovènes deviendront anti-communistes suite à ce dernier congrès de la LCY.
- 21 Dans un contexte différent, en Serbie, suite aux bombardements de l'OTAN en 1999, les questions environnementales apparaissent autour de l'utilisation de l'uranium appauvri et des bombes au graphite. Plusieurs rapports locaux sont publiés sur les effets néfastes à long terme de l'uranium appauvri sur la santé et le lien avec l'augmentation des tumeurs et des cancers. Ce thème devient plus prégnant au début des années 2000.

Vers une géoculture critique : art, activisme et environnement (2000-2021)

- 22 Ce n'est qu'à partir de la fin de la décennie 1990 et au début des années 2000 que les problèmes liés à l'environnement deviennent des thèmes débattus en Serbie au sein d'ONG locales nouvellement créées. De nombreuses réunions de travail et de conférences régionales soutenues par l'UE sont organisées, parfois accompagnées d'expositions artistiques. Certaines œuvres d'art relèvent du recyclage⁴⁵, l'art jouant ici un rôle éducatif et politique. Il permet également d'exprimer une contestation face au modèle politique et économique néolibéral. Ainsi, certaines tendances de l'art serbe des années 2000 s'inscrivent dans la continuité des décennies précédentes, qui affichaient ouvertement une critique de l'idéologie dominante⁴⁶.
- 23 À ce jour, il n'existe pas de données précises sur le nombre d'ONG qui œuvrent dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'écologie, mais le chiffre de plus de 500 ONG revient régulièrement⁴⁷. Le nombre d'ONG dont les activités se concentrent sur l'environnement représente 12 % du nombre total d'ONG. En Voïvodine, la situation est plus claire car il existe un registre des ONG spécialisées dans l'environnement ou l'écologie : 147 ONG ont ainsi été répertoriées. En 2011, le *think tank* « *Evropski pokret* »⁴⁸ a publié un ouvrage sur l'environnement en Serbie qui recense les principaux problèmes et acteurs dans ce domaine⁴⁹. La plupart des ONG organisent des sessions éducatives de sensibilisation aux problèmes environnementaux. Certaines sont plus critiques, à l'image de RERI⁵⁰ qui met l'accent sur la pollution de l'air et a déposé une plainte contre EPS en janvier 2021⁵¹. Ainsi, voit-on apparaître des conflits environnementaux⁵². Les sites d'EPS Kostolac⁵³ et TPP Nikola Tesla⁵⁴ représentent en effet des dangers s'agissant notamment des émissions de dioxyde de soufre (SO₂), non seulement pour la Serbie mais également au niveau régional. Par ailleurs, RERI, comme un grand nombre d'autres ONG, dénonce les sites miniers de Bor⁵⁵ et les aciéries de Smederevo⁵⁶, où la qualité de l'air est très mauvaise et représente un danger pour la santé⁵⁷. Ces deux sites, qui ont été rachetés par des multinationales chinoises, ont des impacts négatifs sur la qualité de l'air également au niveau régional, tout comme la raffinerie de pétrole de Pančevo à une vingtaine de kilomètres de Belgrade. Les artistes jouent également un rôle de sensibilisation, à travers des projets d'expositions de photographies et d'œuvres d'art ou bien des projets à destination des enfants, comme par exemple le projet « *Ek(P)ogled* »⁵⁸ de l'association Ekogeneza⁵⁹.
- 24 La Serbie, comme les autres pays des Balkans occidentaux, est vulnérable aux impacts du changement climatique. Un groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat de l'IUCN⁶⁰ a identifié les Balkans occidentaux comme l'une des zones les plus vulnérables au changement climatique en Europe. Selon ces experts, la région sera confrontée à des augmentations de température supérieures à la moyenne européenne, à des changements dans les régimes de précipitations entraînant un risque accru d'inondation, à des périodes prolongées de sécheresse, à l'érosion des sols et à des incendies de forêt. Le changement climatique augmentera en outre les impacts négatifs, entraînant des pertes importantes en termes de croissance humaine, d'habitat et économique. Les inondations en Serbie de ces dernières années ont démontré que la vulnérabilité face aux dangers croissants liés aux changements climatiques est déjà une réalité. La question du réchauffement climatique est présente dans les médias ainsi que dans les discours politiques du pouvoir serbe, malgré les efforts pour attirer de plus en

plus d'investissements extérieurs, dont certains aggravent la pollution. De plus en plus d'ONG serbes dénoncent le réchauffement climatique : c'est le cas de « Un degré Serbie », créée en 2013. Malgré l'augmentation très nette du nombre d'ONG concernées par les questions environnementales, la plupart pâtissent d'un manque de ressources financières pour mener à bien des actions.

Les conflits environnementaux et la contestation politique

- 25 Ces dernières années, les problèmes liés à la pollution de l'eau ont également fait l'objet de nombreuses actions d'ONG, comme Ekogea⁶¹ qui dénonce la pollution des rivières par les industries locales. La question de la pollution des rivières est, de fait, un problème régional et les ONG de plusieurs pays travaillent ensemble sur ces questions, par exemple dans le cadre de la macrorégion européenne de la Stratégie pour la région du Danube. La coopération régionale en matière d'environnement peut aussi permettre de favoriser les échanges et la réconciliation. Le Centre régional pour l'environnement (REC)⁶² permet de mener des actions dans le cadre de coopérations avec des organisations des pays voisins. Ce centre a publié en 2015 une étude sur la société civile et l'environnement⁶³. Par ailleurs, le développement de nombreuses petites centrales hydroélectriques dans plusieurs régions de Serbie, aux conséquences désastreuses sur l'environnement, les rivières et la biodiversité, a fait l'objet de conflits entre les populations locales, les autorités et les investisseurs⁶⁴. Les questions environnementales ont ici permis de soulever les problèmes de corruption et de clientélisme, les liens entre les autorités locales et les investisseurs s'enrichissant par le biais de l'économie informelle. Ces conflits environnementaux ont parfois été violents⁶⁵, comme dans la région de Stara Planina, un massif montagneux à proximité de la ville de Pirot, où les autorités locales ont été contraintes de céder en 2019 et d'exclure les petites centrales hydroélectriques du plan local de développement. L'investisseur à la source du conflit a ainsi été obligé de stopper ses projets de construction. Ces conflits environnementaux soulèvent ainsi des conflits sociopolitiques en lien avec les modes de régulation et les régimes d'accumulation. Cette tendance s'accroît ces dernières années dans l'ensemble des Balkans occidentaux, notamment en Serbie. Les institutions existantes ont pour le moment du mal à normaliser ces conflits environnementaux.
- 26 De nombreuses ONG internationales sont également présentes en Serbie, ainsi que des organisations intergouvernementales comme le Fonds mondial pour la nature (WWF)⁶⁶. Selon une enquête réalisée en 2020, les questions environnementales touchent 80 % des jeunes en Serbie⁶⁷. Certaines organisations, comme « *Ne davimo Beograd* » [Ne noyons pas Belgrade]⁶⁸, dénoncent les constructions au bord de la Save à Belgrade financées par les Émirats arabes unis et l'affaire de « *Savamala* »⁶⁹ qui a été étouffée par les autorités. Cette organisation dénonce également les financements opaques du projet de construction d'immeubles sur les bords de la Save du programme « *Beograd na vodi* » [Belgrade sur l'eau].
- 27 De nombreuses études ont également été réalisées ces dernières années par des ONG telles que l'organisation Stanište⁷⁰ sur les problèmes environnementaux au niveau local. Cette organisation a ainsi publié des études sur la place des municipalités face aux problèmes environnementaux. Par ailleurs, plusieurs *think tanks* serbes⁷¹ organisent des débats et contribuent aux publications sur les problèmes environnementaux.

- 28 Par ailleurs, les conflits environnementaux deviennent de plus en plus violents et se transforment en conflits politiques. En témoigne le blocage des routes par les mouvements écologistes en novembre 2021 en raison de l'exploitation du lithium⁷² par la multinationale anglo-australienne Rio Tinto. Les manifestations spontanées jouent un rôle croissant dans ces conflits environnementaux. Ces nouvelles formes de mobilisation relèvent d'une « géoculture de l'environnement » usant des réseaux sociaux, par lesquels s'organisent les manifestations. Dans le cas de Rio Tinto, les manifestations du 28 novembre 2021 ont été particulièrement violentes. Les manifestants critiquaient le passage en force de lois favorisant l'exploitation du lithium et l'expropriation des terres au nom de « l'intérêt d'État ». Les mobilisations, organisées de façon hebdomadaire contre ce projet, prennent la forme d'une véritable contestation à quelques mois des élections en 2022. Par ailleurs, l'émergence de ces contestations a abouti à un recul face à l'exploitation du lithium et à des compromis environnementaux.

Les acteurs étatiques et la transformation de la culture administrative : l'introduction de l'approche sectorielle dans l'environnement

- 29 En Serbie, comme dans les autres pays des Balkans occidentaux, une approche sectorielle a été mise en œuvre, principalement par l'intermédiaire des fonds européens IPA (Instrument d'aide de pré-adhésion) à partir de 2012 et sur la période de programmation 2013-2020. Cependant, ces fonds ne peuvent suffire à rendre efficace l'approche sectorielle ; l'appropriation de cette approche par le pays bénéficiaire et la mise en œuvre de réformes sont indispensables. L'approche sectorielle a pour objectif de renforcer la coordination interministérielle, de promouvoir une vision stratégique par secteur regroupant plusieurs ministères, de mettre en œuvre une cohérence entre les objectifs sectoriels et le budget national et de mieux orienter l'aide internationale. Le secteur « environnement et changements climatiques » a fait l'objet d'un premier document d'analyse des priorités et des besoins pour l'aide internationale pour la période 2011-2013, puis 2014-2017 comprenant des projections jusqu'en 2020⁷³. Le nouveau document pour la période 2021-2026 a été préparé par le ministère pour l'Intégration à l'UE⁷⁴. C'est le ministère chargé de la protection de l'environnement qui est chef de file dans le secteur de l'environnement⁷⁵. Il coordonne, dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche sectorielle, l'action des institutions pour la planification, la préparation du cadre stratégique et la programmation des besoins pour l'aide internationale, tandis que la mise en œuvre des priorités, des objectifs et des mesures revient à chacune des institutions.
- 30 La région de Voïvodine possède également des institutions autonomes, comme le Secrétariat pour l'urbanisme et la protection de l'environnement⁷⁶ qui a un rôle de coordination dans la province. Il existe également des secrétariats pour la prévention de l'environnement⁷⁷ et des plans d'actions pour l'environnement dans chaque municipalité, tout comme pour la gestion des déchets. Leur champ d'action couvre également les questions liées à la qualité de l'air, aux nuisances sonores, à l'urbanisme et à la gestion des permis de construction. Cependant, des problèmes subsistent dans la coordination entre le niveau central et local. Le tableau ci-dessous montre le rôle des

différentes institutions⁷⁸ et les dynamiques engendrées ayant des influences sur l'environnement en Serbie.

Tableau 1. Institutions et dynamiques d'influence dans le secteur de l'environnement en Serbie

Institutions acteurs	Dynamiques	Institutions et dynamiques d'influence sur la consommation (T1), les pratiques (T2) et la production (T1)			Environnement en Serbie (2)
		Consommation	Pratiques	Production	
Acteurs étatiques (T2) (Gouvernement, ministères, municipalités, entreprises publiques)	Politiques publiques Coopération entre les acteurs Réformes	XXX	XXX	XXX	XXX
Acteurs internationaux (T2) (Union européenne, organismes internationaux)	Élargissement de l'UE Institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) ONU et agences de l'ONU (ONUDI, UNESCO, UNICEF, etc.) OSCE	X	XXX	XX	XXX
Acteurs non gouvernementaux (T1) ONG Activistes Artistes, écrivains Journalistes	Actions Créations Évènements Médias	XXX	XXX	X	XX
Acteurs privés (T1) Entreprises	Modes de production Culture d'entreprise	XXX	X	XXX	XXX
Institutions règles					

Stratégies (T2)					
Législations nationales	Mise en œuvre des stratégies				
Législation européenne	Mise en œuvre des législations	XX	X	XXX	XXX
Accords internationaux	Pratiques				
Normes (T2)					
Coutumes(T2)					

X : faible influence ; **XX** : influence moyenne ; **XXX** : forte influence

XXX : forte influence sur l'environnement

T1 : temps court ; **T2** : temps long

- 31 Les institutions-acteurs ont chacune des temporalités différentes : ainsi, les acteurs étatiques et internationaux ont besoin de temps pour élaborer et mettre en œuvre leurs politiques et leurs programmes, qui s'étalent parfois sur plusieurs années. L'influence exercée sur les destinataires prend également un temps plus ou moins long, avec des impacts sur les pratiques et les modes de consommation et de production qui, à leur tour, auront une influence sur l'environnement. Les pratiques nécessitent un temps d'apprentissage et s'inscrivent dans la longue durée. En situation de transition économique ou écologique, ces temporalités décalées peuvent aboutir à des frictions entre acteurs. Les discours des acteurs sur l'environnement ont également évolué suite aux pressions extérieures et intérieures. Ainsi, le pouvoir actuel a intégré la question de l'environnement. Au niveau local, des municipalités, comme celle de Pirot, cèdent suite aux conflits menés par des militants, des ONG et la population. Néanmoins, les pratiques écologiques de tri des déchets, de recyclage ou encore de consommation responsable ne sont pas encore ancrées dans les habitudes.
- 32 Parmi les institutions-règles (stratégies, législations, normes, etc.), les stratégies tiennent une place importante car elles définissent des visions et des objectifs à moyen et long terme. Dans le cas de la Serbie, certaines stratégies en matière d'environnement et de changement climatique ont été définies avant l'adoption de la loi sur le système de planification de 2018⁷⁹. Il existe dix stratégies dans le secteur « environnement »⁸⁰. Parmi celles-ci, le Programme national pour la protection de l'environnement est considéré comme la stratégie-cadre du secteur et définit la vision globale des différentes thématiques environnementales⁸¹. Malgré cette abondance de stratégies, la plupart ont expiré en 2018 et 2019 et n'ont pas encore été remplacées. Seules deux stratégies (la stratégie nationale pour l'utilisation durable des ressources et des biens naturels et la stratégie de gestion de l'eau) restent actives, jusqu'en 2021 et 2034 respectivement. Même si le contenu des stratégies est clair et les objectifs bien définis, les plans d'action pour les mettre en œuvre comportent des lacunes : manque d'indicateurs, absence de plan de financement pour leur réalisation, absence de mécanisme de suivi et d'évaluation... Il en va de même du cadre juridique (législation, organismes de réglementation, normes et institutions de sécurité) pour la gestion de l'environnement, dont la question du suivi demeure floue. Par ailleurs, l'examen des stratégies sectorielles et sous-sectorielles montre qu'il existe des chevauchements entre les stratégies existantes. Ainsi, la stratégie nationale pour l'utilisation durable des ressources naturelles et des biens couvre la biodiversité, qui a néanmoins sa propre

stratégie. Ou encore la stratégie nationale de protection dans les situations d'urgence est une stratégie multisectorielle qui, à bien des égards, couvre le sous-secteur de la protection civile dans le cadre du secteur de l'environnement. En outre, les documents stratégiques ne prévoient pas de planification des investissements nécessaires dans les secteurs de l'eau et des eaux usées. À cela s'ajoute le faible niveau d'investissement de l'État dans le secteur de l'environnement, qui ne représente qu'une petite part du budget national⁸². Les autres fonds proviennent des donateurs internationaux, en premier lieu de l'UE.

L'Union européenne et les acteurs internationaux, vecteurs de transformation du cadre institutionnel et culturel lié à l'environnement en Serbie

- 33 Les questions liées à l'environnement en Serbie font partie intégrante du processus d'intégration à l'UE, précisément, dans le cadre des négociations en cours, du chapitre 27 de l'« acquis communautaire ». La Serbie a préparé un plan d'action pour la mise en œuvre de l'acquis communautaire, qui couvre différentes thématiques⁸³, mais plusieurs autres chapitres de cet acquis sont aussi importants en matière d'environnement⁸⁴. Le processus de « *screening* » du chapitre 27⁸⁵ de l'acquis communautaire a duré de septembre 2013 à fin mars 2015. Depuis, la Serbie a été invitée à préparer sa position de négociation, mais le chapitre 27 n'a pas encore été ouvert⁸⁶. Il est à noter que l'UE a adopté une nouvelle méthodologie fin 2019 qui prévoit une négociation par groupe de chapitres, ainsi qu'un principe de « réversibilité » selon lequel il serait possible de rouvrir des chapitres une fois le processus de négociation terminé en cas de problème. Concernant l'environnement, un rapport d'étape de l'UE de 2018 estimait qu'un bon niveau d'alignement sur l'acquis communautaire avait été atteint dans le domaine de la législation, mais soulignait que les niveaux d'alignement sur le terrain pour la qualité de l'eau, la protection de la nature, le changement climatique et la protection civile demeuraient modestes. L'UE a adopté un Agenda vert pour les Balkans occidentaux⁸⁷, auquel participe la Serbie, en lien avec le Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux adopté en octobre 2020. Parallèlement au plan d'investissement économique de 9 milliards d'euros, la Commission a publié des lignes directrices pour un « *Green Deal* » [Pacte vert] dans les Balkans occidentaux, qui se concentrent sur cinq domaines clés : le climat, l'énergie et la mobilité, l'économie circulaire, la dépollution, l'agriculture et l'alimentation durables, et la biodiversité. Outre ce financement, l'UE peut fournir des garanties par le biais du mécanisme de garantie des Balkans occidentaux, doté de 20 milliards d'euros, avec pour objectif de réduire les risques pour les investisseurs au cours de la prochaine décennie. Ces réformes seront essentielles au développement économique durable de la région et prennent en compte la dimension environnementale. Le Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux comprend, en outre, un certain nombre de priorités liées au « *Green Deal* » [Pacte vert] pour les Balkans occidentaux : les énergies renouvelables, la transition du charbon vers une énergie propre, la gestion des déchets et des eaux usées.
- 34 La Serbie participe aussi à deux projets régionaux financés par l'UE : la Stratégie pour la région du Danube⁸⁸ et la Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)⁸⁹. Il s'agit de deux macro-régions transfrontalières concernant

plusieurs pays membres de l'UE et des Balkans occidentaux, visant à renforcer la coopération régionale et touchant des thématiques environnementales. Parmi les projets développés dans le cadre de ces deux macrorégions figure par exemple le développement des pistes cyclables⁹⁰. Grâce à la participation de la Serbie à ces projets, certaines idées finissent par être intégrées dans les documents stratégiques et les priorités nationales. Au-delà des dimensions politiques et économiques de cette coopération régionale, les échanges permettent de partager les expériences en termes de pratiques environnementales et donc de favoriser l'intégration du cadre culturel serbe aux priorités de l'UE. Il s'agit ici d'un cadre « géoculturel » qui opère par transferts de normes. Ainsi, le rôle de l'UE dans l'infléchissement des questions liées à l'environnement en Serbie est important. On peut le voir à travers de nombreux projets financés par les fonds de pré-adhésion IPA⁹¹. Il s'agit par exemple de projets visant à réformer la législation, à renforcer les institutions au niveau national et local et à soutenir les ONG par des subventions ciblées. Les thématiques liées à l'économie circulaire et à la gestion des déchets reviennent souvent dans les appels d'offres européens. Les bienfaits de l'économie circulaire sont aussi clairement affichés sur le site du ministère en charge de la protection de l'environnement⁹². Par ailleurs, un accord bilatéral de coopération entre la Serbie et la Suède en matière de réduction des émissions industrielles, à travers la mise en œuvre de la directive européenne sur les émissions industrielles, a été signé pour la période 2020-2025. Du côté français, l'Agence française de développement (AFD) a ouvert un bureau régional à Belgrade afin de couvrir les Balkans occidentaux. L'AFD soutient la Serbie dans ses engagements au titre de l'Accord de Paris et de l'adhésion à l'UE, notamment dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre⁹³.

- 35 Les acteurs de l'aide internationale sont ainsi des vecteurs de transformation du cadre institutionnel et culturel lié à l'environnement en Serbie. Même si l'UE est en première place en matière de contribution financière et de promotion des réformes, les acteurs bilatéraux de l'aide sont également importants. Sous leur impulsion, de nombreuses réformes se mettent en place et la question environnementale est de plus en plus présente dans les processus de mise à l'agenda politique. Cela se traduit aussi par le développement de politiques publiques dans le domaine de l'environnement. Leur mise en œuvre se heurte néanmoins au manque de financements au niveau local ainsi qu'à des problèmes de relations intermunicipales, pourtant nécessaires pour la réalisation de certains projets, par exemple les décharges municipales. La promotion des bonnes pratiques se fait aussi par l'intermédiaire de certaines entreprises, comme par exemple la société Lafarge présente en Serbie depuis de nombreuses années qui a organisé en 2017 des réunions sur le thème des bonnes pratiques environnementales⁹⁴. Toutes ces actions contribuent à créer une prise de conscience, au moins formelle, des enjeux environnementaux. Cependant, l'engagement individuel, par exemple via le tri sélectif des déchets ou l'usage d'ampoules à basse consommation, n'est pas encore entré dans les mœurs. Les entreprises, quant à elles, n'ont pas encore intégré les pratiques environnementales même si les thématiques de la responsabilité citoyenne et du développement durable font partie des documents stratégiques et sont discutées lors des débats publics et dans médias. En ce sens, les politiques publiques et les mesures qui les accompagnent méritent d'être davantage développées et mises en œuvre, faute de quoi la question des pratiques environnementales risque de rester au niveau de la sensibilisation malgré les nombreux projets locaux mis en œuvre par des ONG, des municipalités et à travers des actions individuelles.

*

**

- 36 Les évolutions de la géoculture de l'environnement en Serbie ont suivi les transformations politiques, économiques et culturelles. Les trajectoires du socialisme yougoslave, les guerres des années 1990 et la transition post-communiste vers le modèle néolibéral ont entraîné une reconfiguration des relations sociales à l'environnement. Ainsi, la géoculture de l'environnement s'est traduite par une modification des comportements des acteurs locaux. Les acteurs étatiques, sous pression extérieure et intérieure, ont intégré l'environnement dans leurs discours, à défaut de les inscrire dans les faits – processus de plus longue haleine. Les acteurs non étatiques, quant à eux, ont évolué de l'activisme éducatif aux conflits environnementaux. Les pressions écologiques sont ainsi devenues plus fortes.
- 37 L'environnement s'inscrit en outre dans une dimension internationale. Ainsi, la Serbie participe de plus en plus fréquemment à des projets de coopération régionale et à des forums qui contribuent également aux objectifs de réconciliation régionale prônés par l'UE. Le processus d'intégration à l'UE permet par ailleurs d'influencer la géoculture de l'environnement par la négociation des chapitres de l'acquis communautaire.
- 38 Le modèle de capitalisme qui émerge en Serbie est d'orientation néolibérale et par ailleurs très dépendant des investissements extérieurs. Il est caractérisé par une utilisation intensive de ressources et de matières ayant une influence négative sur l'environnement, avec des impacts significatifs de la pollution industrielle sur la santé. Dans ce contexte, la géoculture de l'environnement en Serbie est hybride : elle possède des attributs de l'héritage titiste, par la persistance de mouvements sociaux tels que celui des Gorani, mais se caractérise également par l'émergence de formes nouvelles de contestation visant spécifiquement certains investissements étrangers, comme c'est le cas avec les manifestations contre le projet de Rio Tinto. Les trajectoires de transition et le développement du capitalisme sont ainsi particulières et peuvent ne pas nécessairement converger vers un modèle unique. Les rapports à l'environnement reflètent ces orientations et ces spécificités.

NOTES

1. Voir : GORZ André, *Écologie et politique*, Paris, Galilée, 1975. Voir aussi : LIPIETZ Alain, *Le Capital et son espace*, Paris, Maspéro, 1977.

2. Voir : ZIN Jean, « Qu'est-ce que l'écologie-politique ? », *Écologie & politique*, vol. 2, n° 40, 2010, p. 41-49, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique1-2010-2-page-41.htm>.

3. MORIZOT Baptiste, *Manières d'être vivant. Enquêtes sur la vie à travers nous*, Arles, Éditions Actes Sud, 2020.

4. LEFEBVRE Henri, *La production de l'espace*, Éditions Anthropos, 1974, p. 48 (réédition 2000).

5. Voir : MARTIN Jean-Yves, « Une géographie critique de l'espace au quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre », *Articulo. Journal of Urban Research*, n° 2, 2006, en ligne : <https://journals.openedition.org/articulo/897>.

6. Augustin Berque emprunte ce terme à Tetsurô Watsuji. Voir : WATSUJI Tetsurô, *Fûdo : le milieu humain*, commentaire et traduction d'Augustin Berque, Paris, CNRS Éditions, 2011.
7. BERQUE Augustin, « L'écoumène, mesure terrestre de l'homme, mesure humaine de la Terre : pour une problématique du monde ambiant », *L'espace géographique*, vol. 22, n° 4, 1993, p. 299-305.
8. WALLERSTEIN Immanuel, *Geopolitics and Geo-Culture: Essays on the Changing World-System*, Cambridge, Cambridge University Press /Paris, Éditions de la maison des sciences de l'Homme, 1991.
9. WALLERSTEIN Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009.
10. Le terme « Gorani » vient du mot serbe *Gore* (les forêts) et n'a rien à voir avec le peuple des Gorani. Il s'agit d'un mouvement écologiste créé en 1960 et issu de l'organisation de la jeunesse socialiste en Yougoslavie. Malgré la désintégration de la Yougoslavie et la fin de la période communiste, ce mouvement existe encore de nos jours en tant que mouvement écologiste.
11. Voir à ce sujet : GLAMOTCHAK Marina, *L'enjeu énergétique dans les Balkans. Stratégie russe et sécurité européenne*, Paris, Éditions Technip, 2013.
12. Voir le site : <https://zijinbor.com/> (consulté en décembre 2021)
13. *Naftna Industrija Srbija* (NIS) : Industrie pétrolière serbe.
14. Voir l'entretien de Siniša Mali, ministre de l'Économie et des Finances : <https://www.espreso.co.rs/vesti/politika/742017/sinisa-mali-o-dugovanju-ukupan-javni-dug-srbije-je-267-milijardi-evra>, 6 mars 2021 (consulté le 21 janvier 2022). Dans cet article, le montant de 1,3 milliard d'euros est avancé. Voir aussi : MARKOVIĆ Radmilo, « *Da li Srbija upada u dužničku klopu Kine ?* » [Est-ce que la Serbie tombe dans le piège de l'endettement auprès de la Chine ?], *Dw.com*, 1^{er} mai 2021, en ligne : <https://www.dw.com/sr/da-li-srbija-upada-u-du%C5%BEni%C4%8Dku-klopu-kine/a-57395624> (consulté en décembre 2021).
15. *Ibid.*
16. Voir HADŽI NIKOLIĆ Dušan, « *Dug Kini tri milijarde evra: Ugovori se sklapaju po istom modelu, Ministarstvo: Novac ide na infrastrukturne projekte* » [Dette envers la Chine de 3 milliards d'euros. Selon le ministère, l'argent est utilisé pour les projets d'infrastructures], *Euronews*, 3 octobre 2021, en ligne : <https://www.euronews.rs/biznis/privreda/18534/dug-kini-tri-milijarde-evragovori-se-sklapaju-po-istom-modelu-ministarstvo-novac-ide-na-infrastrukturne-projekte/vest> (consulté en janvier 2022).
17. Voir MAGNIN Éric, DELTEIL Vilaine, VERCUEIL Julien, « La dépendance dans les relations entre capitalismes nationaux : quelle portée analytique ? », introduction au dossier « Capitalismes dépendants », *Revue de la régulation*, n° 24, 2018, en ligne : <https://doi.org/10.4000/regulation.14340>.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*
20. BOYER Robert, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986. L'auteur définit le régime d'accumulation comme « un ensemble de régularités assurant une progression générale et relativement cohérente à l'accumulation du capital (...) » (p. 46).
21. *Elektroprivreda Srbije* (EPS) : Industrie électrique de Serbie. Voir : <http://www.eps.rs/cir> (consulté en décembre 2020).
22. La RFY (République fédérale de Yougoslavie) a été renommée en 2003 « Communauté d'États Serbie-et-Monténégro ».
23. Voir : WORLD BANK GROUP, *Serbia: Systematic Country Diagnostic*, Washington, DC, World Bank, 2015, en ligne : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23104> (consulté en décembre 2020).
24. Dans le domaine de l'énergie, il s'agit de se mettre en conformité avec la directive 2002/91/CE sur l'efficacité énergétique de 2012 et, à partir de 2018, avec le paquet « Une énergie propre pour

tous les Européens » qui a pour objectif de réduire la consommation d'énergie d'au moins 32,5 % à l'horizon 2030.

25. Voir : <http://www.amskv.sepa.gov.rs/> (consulté en novembre 2021).

26. Voir : <http://www.sepa.gov.rs/index.php?menu=20170&id=20004&akcija=showAll> (consulté en octobre 2021).

27. Pour une présentation de la pollution de l'air par ville en Serbie, voir l'association écologique nationale (NEA), rapport « Air » de l'année 2021 : <https://nea.rs/wp-content/uploads/2022/01/NEA-Vazduh-2021.pdf> (consulté en décembre 2021).

28. Les indicateurs d'émissions atmosphériques montrent une tendance fluctuante pour le SO₂ et les NO_x en raison du déclin de la production industrielle. Une augmentation du NH₃ a eu lieu après 2005. Les contributions les plus significatives à la quantité totale d'émissions de ces gaz concerne le secteur de l'énergie (NO_x : 57 % et SO₂ : 82 %) et l'agriculture (92 % pour le NH₃).

29. Une augmentation des concentrations de particules (PM10) et de dioxyde d'azote (NO₂) a été détectée dans les zones urbaines.

30. Voir le rapport sur la Serbie de l'Agence européenne de l'environnement : <https://www.eea.europa.eu/themes/sustainability-transitions/state-of-the-environment-reporting/serbia-state-of-the-environment-reporting/view> (consulté en janvier 2021).

31. Voir le document « *Nacionalni prioriteti za međunarodnu pomoć (NAD za period 2014-2017 sa projekcijama do 2020 godine)* » [Les priorités nationales pour l'aide internationale (pour la période 2014-2017 avec des projections jusqu'en 2020)], ministère à l'Intégration européenne de Serbie, p. 150-172 : [https://www.mei.gov.rs/upload/documents/medjunarodna_pomoc/programiranje_%20medjunarodne_pomoci/NAD_2014_20179.pdf](https://www.mei.gov.rs/upload/documents/medjunarodna_pomoc_programiranje_%20medjunarodne_pomoci/NAD_2014_20179.pdf) (consulté en septembre 2021).

32. *Ibid.*

33. Les districts les plus touchés, avec des concentrations d'arsenic de 0,02 à 0,2 mg par litre, sont le nord et le centre du Banat. Ces dernières années, les concentrations de nitrates/nitrites dans l'eau ont dépassé la concentration maximale acceptable. Les districts les plus touchés sont Belgrade, Rasina, Šumadija, Braničevo et le Danube.

34. Voir le site de UTVSI (*Udruženje za tehnologiju vode i sanitarno inženjerstvo* [Association pour la technologie de l'eau et l'ingénierie sanitaire]) : <https://utvsi.com/mapiranje-postrojenja-za-preciscavanje-otpadnih-voda-u-srbiji/> (consulté en janvier 2022).

35. Le terme anglais *Public Utilities Companies* (PUC) est utilisé dans la littérature et les rapports de l'UE.

36. Le tarif moyen (2019) pour les services d'eau et d'assainissement payé par les ménages est de 0,6 euros/m³, dont 0,2 euros/m³ consacrés aux eaux usées, ce qui est beaucoup plus bas que dans les pays de l'UE (de 1,98 euros/m³ en Croatie à 4,4 euros/m³ en Suède pour les services d'eau et d'assainissement).

37. Voir SIMIĆ Nikola, « La BEI dans les Balkans occidentaux », site de la BEI, 9 juillet 2018 : <https://www.eib.org/fr/stories/eib-in-the-western-balkans> (consulté en décembre 2021). Par ailleurs, le site de la BEI indique que, depuis 2000, elle a prêté plus de 5,4 milliards d'euros à la Serbie pour des infrastructures environnementales et de transport, la santé, l'éducation, la recherche et développement et les PME. Voir : <https://www.eib.org/fr/press/all/2019-270-eib-helps-to-improve-sanitation-and-sewerage-systems-in-belgrade> (consulté en décembre 2020).

38. Voir : <http://www.goranisrbije.com/> (consulté en janvier 2021).

39. Voir : *Pokret Gorana Srbije, najstarija ekoloska organizacija* [Le mouvement des Gorani de Serbie, le plus ancien mouvement écologique], <https://www.espreso.co.rs/vesti/zasadi-drvo/408851/pokret-gorana-srbije-najstarija-ekoloska-organizacija> (consulté en octobre 2021).

40. En serbe, « *Radne akcije* » (les actions de travail) ont contribué à reconstruire les infrastructures de la Yougoslavie après la Seconde Guerre mondiale. Elles permettaient aussi de réunir les jeunes et d'inculquer les idées et valeurs de l'idéologie socialiste titiste. Les « actions de

travail » ont continué à exister jusque dans les années 1980 en étant moins orientées vers les travaux d'infrastructures.

41. Voir PETRIĆ Hrvoje, ŽEBEC SILJ Ivana, *Environmentalism in Central and Southeastern Europe: Historical Perspectives*, Washington DC, Lexington Books, 2017.
42. Voir JANCAR-WEBSTER Barbara, *Environmental Management in the Soviet Union and Yugoslavia: Structure and Regulation in Federal Communist States*, Duke University Press, 1987.
43. Voir VUKADINOVIC Nebojsa, « Art et politique dans l'espace yougoslave : 1980-1990 », dans Philipe Gelez (dir.), dossier « Évolutions dans le socialisme yougoslave. Théories et pratiques », *Revue des études slaves*, vol. LXXXIX-4, 2018, p. 567-581, en ligne : <https://doi.org/10.4000/res.2309>.
44. XIV^e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie.
45. Voir PETRAŠINOVIĆ Verica, « *Reciklirana umestnos* » [L'art recyclé], Ekoblog, 1^{er} octobre 2019, en ligne : <http://ekoblog.info/recikliraza-umetnost/?pismo=lat> (consulté en janvier 2021).
46. Voir MILJKOVIĆ Vladislav, « *Modernizam u Srbiji kao posledica kulturno-političkih prilika* » [Le modernisme en Serbie comme résultante de la situation politique et culturelle], Arthaus, en ligne : <http://www.arthaus.rs/umetnici/tekstovi-istoricara-umetnosti/modernizam-u-srbiji-kao-posledica-kulturno-politickih-prilika.html> (consulté en janvier 2021).
47. KORAC Zorica, MILORADOVIĆ Uroš, *Registar NVO Srbije iz oblasti zivotne sredine* [Registre des ONG œuvrant dans le domaine de l'environnement en Serbie], Regionalni centar za zivotnu sredinu, Belgrade, 2006.
48. *Evropski pokret u Srbiji* : mouvement européen en Serbie.
49. Voir : <https://www.emins.org/product/zivotna-sredina/> (consulté en septembre 2021).
50. RERI : Renewables and Environmental Regulatory Institute. Voir : <https://www.reri.org.rs/en/home/> (consulté en décembre 2021).
51. Voir ARBINOLO Roberta, « *Monster Serbian Coal Plants Face Legal Action after Ending Hundreds of Lives Early* » [Les centrales à charbon serbes font face à des actions juridiques après avoir ôté des centaines de vies], META, 26 janvier 2021, en ligne : <https://meta.eeb.org/2021/01/26/monster-serbian-coal-plants-face-legalaction-after-ending-hundreds-of-lives-early/> (consulté en janvier 2021).
52. KIRAT Thierry, TORRE André, *Territoires de conflits. Analyses des mutations de l'occupation de l'espace*, Paris, L'Harmattan, 2008.
53. Voir le site d'EPS : <http://www.eps.rs/lat/kostolac/Stranice/o-nama-teko.aspx> (consulté en janvier 2021).
54. *Ibid.*
55. La multinationale Zijin a racheté la société d'extraction minière RTB Bor en 2018.
56. Rachetées en 2016 par le groupe chinois HBIS.
57. Voir « *Qualité de l'air à Smederevo* », IQAir : <https://www.iqair.com/fr/serbia/central-serbia/smederevo> (consulté en janvier 2021).
58. Voir : <http://ekogeneza.org/ekopogled/> (consulté en novembre 2021).
59. Voir : <http://ekogeneza.org/> (consulté en novembre 2021).
60. MEYER Kristin, TVARADZE Sofia, « *Water, Our Ally in Adapting to Climate Change in the Western Balkans* », IUCN (International Union for Conservation of Nature), 2020, en ligne : <https://www.iucn.org/news/eastern-europe-and-central-asia/202008/water-our-ally-adapting-climate-change-western-balkans> (consulté en décembre 2021).
61. Voir le site de l'ONG EKO-GEA : <https://www.ekogea.org/Industrijsko%20zagadjenje%20voda.html> (consulté en janvier 2021).
62. Voir : <http://serbia.rec.org/> (consulté en janvier 2021).
63. Cette étude a été réalisée entre 2013 et 2015. Voir : <http://serbia.rec.org/publication.php> (consulté en janvier 2021).

64. Voir PANIC Milena, UROSEV Marko, MILOVANOVIC PESIC Ana, BRANKOV Jovana, BJELAC Željko, « Small Hydropower Plants in Serbia: Hydropower Potential, Current State and Perspectives », *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, vol. 23, 2013, p. 341-349, en ligne : <https://doi.org/10.1016/j.rser.2013.03.016>.
65. Voir PANICO Z., « *Pirot: Veliki narodni zbor kao nastavak borve protiv izgradnje mini hidricentrala* » [Pirot : grande manifestation dans la lutte contre la construction des petites centrales hydroélectriques], 2018, en ligne : <https://www.danas.rs/drustvo/jos-jedna-jasna-poruka- reci-ne-za-mhe/> (consulté en janvier 2021).
66. Voir : <https://www.wwf.fr/> (consulté en janvier 2021).
67. Voir le site de l'Agence européenne de l'environnement : <https://www.eea.europa.eu/themes/sustainability-transitions/sustainable-development-goals-and-the/country-profiles/serbia-country-profile-sdgs-and> (consulté en janvier 2021).
68. Voir le site de l'ONG « *Ne davimo Beograd* » : <https://nedavimobeograd.rs/> (consulté en décembre 2021)
69. En avril 2016, les pelleteuses ont détruit les bâtiments privés de la rue Hercegovačka à Belgrade pour permettre la construction du projet immobilier « Belgrade sur l'eau ». Voir « Serbie : qui se souvient encore du scandale Savamala », propos recueillis par Karabeg Omer et Rakić Vodinelić Vesna, (traduit par Jovana Papović), 1^{er} octobre 2018, en ligne : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Serbie-scandale-Savamala> (consulté en janvier 2021).
70. Voir le site de l'ONG Stanište : <https://staniste.org.rs/> (consulté en décembre 2021).
71. Voir les sites des organisations Evropski Pokret : <https://www.emins.org/product/zivotna-sredina/> et CEP : <https://cep.org.rs/publication-category/regionalna-politika-energetika-i-zivotna-sredina/> (consultés en novembre 2021).
72. Les gisements de lithium se trouvent dans la région de Loznica où la multinationale Rio Tinto a commencé à acheter des terrains.
73. Voir le document : « *Nacionalni prioriteti za medjunarodnu pomoć (NAD) za period 2014-2017 sa projekcijama do 2020* » [Priorités nationales pour l'aide internationale pour la période 2014-2017 et projections jusqu'en 2020] : https://www.mei.gov.rs/upload/documents/medjunarodna_pomoc/programiranje_medjunarodne_pomoci/NAD_2014_2017.pdf (consulté en décembre 2020).
74. Ce document n'a pas encore été publié.
75. Les autres institutions participant au secteur sont le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Eau ; la direction des Eaux ; le ministère de la Santé ; le ministère en charge de l'Urbanisme, des Transports et de l'Infrastructure ; l'Agence pour la protection de l'environnement ; l'Office des statistiques ; l'Institut hydrométéorologique ; l'Autorité géodésique ; l'Institut pour la protection de la nature ; l'Institut pour la santé publique ; les instituts régionaux de santé publique ; et le ministère de l'Intérieur pour les situations de crise.
76. Voir : <http://www.vojvodina.gov.rs/sr/> (consulté en janvier 2021).
77. Voir : « *Zaštita životne sredine u Republici Srbiji na lokalnom nivou- Strategije i ekonomski instrumenti* » [La protection de l'environnement dans la république de Serbie au niveau local – les stratégies et les instruments économiques], Éditions Stanište, 2012, en ligne : <https://jstrb.bos.rs/znas-kako/uploaded/Staniste%20Reforma%20%20final.pdf> (consulté en novembre 2021).
78. Pour une typologie des institutions (« institutions acteurs » et « institutions règles »), voir VERCUEIL Julien, « Vers une économie institutionnelle du changement : clarifier les concepts et leurs articulations », *Économie appliquée*, vol. 66, n° 1, 2013, p. 31-57, en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01420820/document> (consulté en août 2021).
79. Loi du 19 avril 2018. Voir : <https://rsjp.gov.rs/wp-content/uploads/Law-on-Planning-System.pdf> (consulté en janvier 2021).
80. Voir : <http://www.gs.gov.rs/lat/strategije-vs.html> (consulté en janvier 2021).
81. À savoir : la stratégie nationale pour l'utilisation durable des ressources naturelles et des biens ; la stratégie de gestion de l'eau ; la stratégie nationale de gestion des déchets ; la stratégie

nationale pour la biodiversité ; la stratégie nationale de développement durable ; la stratégie de mise en œuvre de la Convention d'Aarhus ; la stratégie nationale pour l'inclusion de la Serbie dans le mécanisme de développement propre (MDP) pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la gestion des déchets.

82. L'environnement et le changement climatique, en tant que secteur, ont reçu environ 1 % du total des fonds budgétaires alloués à l'ensemble des secteurs durant la période 2014-2020.

83. Ces thématiques sont : la législation horizontale (y compris l'évaluation de l'impact sur l'environnement [EIE], l'évaluation environnementale stratégique [EES], l'infrastructure d'information spatiale dans la Communauté européenne [directive INSPIRE], la participation du public, l'accès aux informations environnementales, la responsabilité environnementale, la criminalité environnementale) ; la qualité de l'air (qualité de l'air ambiant, directive NEC : *National Emission Ceilings*, COV : composés organiques volatiles, teneur en soufre dans les carburants liquides) ; la gestion des déchets (y compris le paquet économie circulaire, notamment la directive-cadre sur les déchets, les décharges, les déchets miniers, les déchets d'emballages, les DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques, les batteries, etc.) ; la qualité de l'eau (eau potable, eaux usées, charpente hydraulique, nappes phréatiques, inondations, etc.) ; la protection de la nature (oiseaux, habitats, Natura 2000, convention CITES) ; la dépollution industrielle (émissions industrielles, grandes installations de combustion, accidents chimiques majeurs, écolabel et EMAS : système européen d'audit et de management, la gestion des produits chimiques, la protection contre le bruit, l'action contre le changement climatique [GES : gaz à effet de serre, MMR : mesure de maîtrise des risques, EU ETS : système d'échange et de quotas d'émissions]) et la protection civile (gestion des risques de catastrophe).

84. Chapitre 13 (pêche), chapitre 14 (politique des transports), chapitre 15 (énergie), chapitre 18 (statistiques), chapitre 20 (politique d'entreprise et politique industrielle), chapitre 21 (réseaux transeuropéens) ainsi que le chapitre 28 (protection des consommateurs et de la santé). Par ailleurs, le chapitre 22 (politique régionale et coordination des instruments structurels) concerne aussi l'environnement.

85. Chapitre 27 de l'acquis communautaire : environnement.

86. Voir : <http://www.pregovarackagrupa27.gov.rs/?lang=lat> (consulté en janvier 2021).

87. *Green Agenda for Western Balkans* : cet agenda met l'accent sur la décarbonisation, l'économie circulaire, la dépollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets, l'agriculture et la production alimentaire durables, la biodiversité et donne ainsi des orientations pour le mécanisme de financement des objectifs. Voir : https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/green_agenda_for_the_western_balkans_en.pdf (consulté en janvier 2021).

88. Voir : https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/cooperation/macro-regional-strategies/danube/ (consulté en janvier 2021).

89. EUSAIR : *EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region*. Voir : <https://www.adriatic-ionian.eu/> (consulté en janvier 2021).

90. Voir : <https://www.coe.int/en/web/cultural-routes/-/eu-strategy-for-the-danube-region-eusdr-workshop-on-the-promotion-of-sustainable-socio-cultural-tourism-via-cultural-routes-and-cycling-routes-> (consulté en novembre 2021).

91. Les fonds européens de pré-adhésion IPA étant pluriannuels, ils sont actuellement dans leur troisième phase de mise en œuvre avec IPA III (2021-2027).

92. Voir : <https://www.ekologija.gov.rs/> (consulté en décembre 2021).

93. Voir : <https://www.afd.fr/fr/actualites/horizon-degage-engagements-climatiques-serbie> (consulté en décembre 2021).

94. Voir le site de l'entreprise Lafarge : https://www.lafarge.rs/lafarge_srbija__primer_dobre_prakse_iz_oblasti_zatite_ivotne_sredine (consulté en novembre 2021).

RÉSUMÉS

Depuis trente ans, la Serbie a traversé des périodes de transformations profondes à la suite de la désintégration de la Yougoslavie, la transition post-communiste et, plus récemment, dans le cadre du lent processus d'intégration à l'Union européenne. Les conséquences de ces trois décennies se reflètent aussi sur l'environnement.

L'article analyse la « géoculture » de l'environnement en Serbie à travers les trajectoires économiques de ce pays et questionne le rôle des différents acteurs, locaux et internationaux, face aux mutations de ces dernières décennies. Il soulève aussi la question de leurs rapports aux problématiques environnementales dans le contexte du processus d'intégration à l'Union européenne.

Over the last three decades, Serbia has gone through periods of profound transformation following the collapse of Yugoslavia, the post-communist transition and more recently its slow accession into the European Union. The consequences of this period are also reflected on the environment.

The article analyses the “geoculture” of the environment in Serbia through economic trajectories of this country and questions the role of the various actors, local and international, in the face of the changes of recent decades. It also raises the question of the actors' relationships with environmental issues in the context of the process of European Union integration.

INDEX

Mots-clés : Serbie, géoculture, transformations, environnement, capitalisme, économie, institutions, acteurs, politiques

Keywords : Serbia, geoculture, transformations, environment, capitalism, economy, institutions, actors, politics

AUTEUR

NEBOJŠA VUKADINOVIĆ

Chargé de cours, Sciences Po (Campus de Dijon)

Chercheur associé à l'IRM - CMRP (Institut de recherche Montesquieu - Centre Montesquieu de recherche politique) - Université de Bordeaux

E-mail : nebojsa.vukadinovic[at]sciencespo.fr